

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Quand l'Algérie se soulève

Rafik Lebджаoui

Number 328, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94133ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lebджаoui, R. (2020). Quand l'Algérie se soulève. *Liberté*, (328), 32–35.

Tous droits réservés © Rafik Lebджаoui, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Quand l'Algérie se soulève

Février 2019 : la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat présidentiel enflamme l'Algérie. Dégoûté par le simulacre de démocratie et la confiscation des revenus du pays par une clique de militaires, le peuple algérien, mené par une jeunesse inébranlable, prend la rue. Un soulèvement qui a surpris par son ampleur, sa détermination et son message d'espoir.

Par Rafik Lebdaoui

P lusieurs mois avant le début du soulèvement du 22 février 2019, des images inhabituelles en provenance d'Algérie ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux. Ces images, souvent de courtes vidéos, montraient des initiatives populaires autonomes à travers le pays. On pouvait y voir des citoyens affairés à nettoyer les rues de leurs villages, à assainir des plages souillées; d'autres s'occupaient à ravalier les façades décrépies de leurs immeubles ou à embellir des escaliers publics sordides de fresques aux couleurs éclatantes. Des dizaines d'œuvres de toute nature dûment filmées ou photographiées sont encore régulièrement publiées sur Facebook, partagées sur WhatsApp et Twitter.

Pour moi qui vis à des milliers de kilomètres, ce phénomène spontané, ces actions expriment la nécessité de transformer ce pays abandonné par l'administration défaillante d'un régime qui n'a que mépris pour les Algériens. Il y a dans ces actions un désir de se laver d'une souillure imposée par le régime. Ces initiatives simples sont le constat implacable de l'incurie du système et une puissante revendication de dignité, un appel politique au respect du peuple, qui cherche à sortir d'une réalité où la dégradation de l'environnement, la corruption et la prédation ont atteint des niveaux insupportables. Les Algériens signifient aux dirigeants qu'ils ne comptent plus que sur eux-mêmes, reléguant l'administration et le gouvernement inopérants au rayon des objets inutiles.

Depuis longtemps, l'Algérie « officielle » est en léthargie. Les rarissimes apparitions d'Abdelaziz Bouteflika, mis au pouvoir par l'armée en 1999, visiblement très préparées, suscitent la compassion plutôt que la colère. Le pays vit dans un temps suspendu, entre spasme et coma, à l'image du chef d'État absent, mutique et quasiment invisible depuis mai 2013, à la suite d'un accident cérébral. Ces tristes exhibitions d'un homme très diminué sont vécues par le peuple comme autant d'injures, de coups portés à sa dignité. La population, dont plus de la moitié a moins de trente ans, ne connaît du régime que sa capacité de nuisance et une façade présidentielle suintant l'impotence, la mascarade. Dans ce contexte, la décision d'Abdelaziz Bouteflika, en février 2019, de se présenter à un cinquième mandat a été la goutte qui a fait déborder le vase, l'humiliation était trop grande.

Personne ne s'attendait à une telle réaction de la population, et surtout pas le régime, convaincu de maîtriser un peuple définitivement soumis et indifférent aux errements de ses dirigeants. Ce fut la grave erreur de ce pouvoir aveuglé par son arrogance. Quelques jours avant le 22 février 2019, des appels à manifester contre le cinquième mandat du président ont commencé à circuler de manière de plus en plus évidente sur les réseaux sociaux; or même si ces appels étaient légitimes et séduisants, la prudence était de mise. Les Algériens sont tellement habitués aux manœuvres et aux manipulations du régime qu'ils se méfient de toute initiative politique dont ils ne cernent pas l'origine et les objectifs. L'hypothèse selon laquelle des groupes d'intérêts concurrents au sommet de l'État souhaitaient régler leurs différends en recourant à la rue était tout à fait plausible. Les Algériens savent d'expérience que le pouvoir est capable de tout. Nous gardons en mémoire cette sanglante année 1997, où, pour s'assurer de leur prééminence, les clans militaro-policiers se sont livrés à des massacres de civils. Le traumatisme de la « sale guerre » contre la population, qui a duré dix années (1992-2002), est toujours présent, même si le régime a tout

1830

Conquête coloniale de l'Algérie par la France. La résistance des Algériens durera une quarantaine d'années. La France impose par des moyens extrêmes une pacification précaire dans sa principale colonie de peuplement.

1945

8 mai : massacre de Sétif. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la France réprime dans le sang des manifestations en faveur de l'indépendance.



1954

Déclenchement de la guerre de libération contre la France coloniale par le Front de libération nationale. La lutte armée durera sept années et fera des centaines de milliers de victimes.

mis en œuvre pour effacer ce terrible épisode en amniant les criminels de tous bords – qu'il s'agisse des groupes terroristes infiltrés par l'armée, des terroristes islamistes ou des services spéciaux de l'armée et de la police... À ce jour, il n'y a ni vérité ni justice pour les 200 000 morts et 20 000 disparus et leurs familles.

On n'envisageait pas non plus la possibilité d'une contestation sérieuse du cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Pourtant, le vendredi 22 février, une marée humaine envahissait les rues d'Alger et des autres villes du pays. Le slogan, répété par les foules, ne laissait planer aucune ambiguïté sur la détermination des manifestants : « Non au cinquième mandat, même si vous ramenez les forces spéciales de la police et de l'armée. » Un miracle. La peur et le silence de trente années se sont évaporés en une seule journée. Femmes, hommes, jeunes, personnes âgées, enfants, tout le monde occupait la rue ce jour-là pour dire le dégoût d'un système politique trop longtemps enduré. Pacifiquement, joyeusement, les Algériens marchaient dans les rues de leurs villes, revendiquant la fin de la dictature, l'instauration d'un État de droit, la possibilité de vivre digne. À la fin de la manifestation du 22 février, des dizaines de jeunes ont parcouru les artères des villes pour les nettoyer, jusqu'à tard dans la nuit. Ces images, pour moi, l'Algérien qui les regardait depuis Montréal, sont saisissantes de force et de sérénité ; il y avait dans le regard de mes compatriotes une détermination calme. Ils ne reviendraient plus en arrière. Le Hirak était né.

Une volonté inébranlable de changement

Au fil des mois, depuis ce 22 février inaugural, les vendredis se suivent et se ressemblent avec toujours la même participation massive, tranquille et déterminée. Quant aux décideurs au sommet des appareils du pouvoir, ils font ce qu'ils ont toujours fait : ils manœuvrent en coulisse pour gagner du temps et leurrer l'opinion publique. Mais cette fois-ci, la fracture est profonde, ils ne réussissent pas à s'entendre. Le clan du président tente un dernier coup. Le 11 mars, Bouteflika annonce qu'il renonce à se présenter à un cinquième mandat, annule les élections prévues le 18 avril et prolonge de facto son mandat pour organiser une conférence nationale en vue de réformer la Constitution. Le président fait appel à d'anciens diplomates pour vendre son plan aussi bien aux Algériens qu'aux puissances étrangères, notamment la France et la Russie, où certains de ses émissaires sont dépêchés. Rien n'y fait. Les Algériens ne veulent plus d'un homme qui représente tout ce qu'ils détestent.

Cette résistance des Algériens élargit la scission au sein du régime et oblige l'armée, cœur du pouvoir, à sortir d'une fausse mais très commode réserve pour faire face à la population. Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major et vice-ministre de la Défense, prononce un discours à la télévision nationale dont la substance vaguement menaçante est construite sur l'idée que les manifestants seraient manipulés par d'obscures forces antinationales. Ces propos n'ont d'autre effet que de renforcer la détermination des Algériens à exiger le changement. Ainsi, réalisant l'improductivité de cette posture, le général change son fusil d'épaule et appelle, le 26 mars 2019, le président Bouteflika à abandonner ses fonctions. Après un deuxième appel du général Gaïd Salah, le président démissionne, le 2 avril 2019. Première victoire du Hirak. Les Algériens ont réussi, pour la première fois de leur histoire, à se débarrasser d'un président en exacerbant les contradictions internes du régime.

Le général Gaïd Salah apparaît de fait pour ce qu'il est : le maître du pays. Le vieux général s'attelle d'ailleurs à le confirmer chaque semaine. Il prononce ainsi une quarantaine de discours hebdomadaire, alors que le président par intérim, Abdelkader Bensalah, ne prononce dans l'intervalle que cinq allocutions sans relief ni intérêt. Quant au premier ministre, il demeure muet. Et pour remplir le vide institutionnel et se débarrasser de cette contestation inédite, le général Gaïd Salah annonce l'organisation d'élections présidentielles pour le 4 juillet 2019. Cette décision est loin de satisfaire les aspirations des Algériens, qui, eux, exigent un changement radical du système politique. *Yethahaw gâa* (« Qu'ils dégagent tous ») est devenu le slogan de la rue algérienne. Ainsi, l'élection du 4 juillet n'a pas lieu. Deuxième victoire du Hirak. C'est un sérieux camouflet pour les hauts gradés de l'armée, qui dirigent le pays depuis l'indépendance, en 1962. Pour la première fois de notre histoire, ces dirigeants de l'ombre ne réussissent pas à imposer leurs décisions à la population.

Une vague d'arrestations spectaculaires

Du mois d'avril au mois de juin 2019, deux premiers ministres, plusieurs ministres et députés, une dizaine d'oligarques et des officiers de haut rang sont jetés en prison. C'est le haut commandement de l'armée qui a ordonné à la justice d'ouvrir des enquêtes sur la corruption de certains membres du régime, très liés à M. Bouteflika. La manœuvre vise à faire croire que tous les maux du pays ont pour origine le président Bouteflika et son clan. Or la corruption généralisée est avant tout l'œuvre des généraux à la tête de l'Algérie. Par ce subterfuge, ils cherchent à sauver la face et à

1962



Indépendance de l'Algérie.

Le gouvernement provisoire de la République algérienne est renversé par l'armée des frontières (les troupes algériennes basées en Tunisie et au Maroc). Ahmed Ben Bella devient le premier président de l'Algérie indépendante.

1965

Coup d'État du colonel Houari Boumediene. Ahmed Ben Bella est emprisonné jusqu'en 1981.

1979

Mort de Houari Boumediene. Il est remplacé par le colonel Chadli Bendjedid.

détourner le regard du public vers une autre cible. Une diversion, en somme (même si la corruption du clan présidentiel ne souffre d'aucun doute). Certains sont jugés pour corruption, d'autres pour complot contre l'État, et plusieurs d'entre eux sont condamnés en première instance à une quinzaine d'années de prison. Cette situation peut laisser croire à un observateur distant que le régime s'est amendé et qu'il aurait commencé à élaguer ses branches les plus pourries. Or il n'en est rien. Le défunt Hocine Aït Ahmed, opposant de la première heure de la dictature militaire, avait trouvé la formule idoine pour expliquer la perversité de la junte : « Le régime algérien se renouvelle par amputations successives. » Ce qui semble être une victoire n'est en réalité qu'une manœuvre pour affaiblir les plus crédules, diviser les contestataires et gagner du temps pour se réorganiser.

Parallèlement aux arrestations des figures parmi les plus honnies, le régime multiplie les interpellations de manifestants. Des dizaines de personnes sont emprisonnées. Les accusations frisent le ridicule : « atteinte à l'unité nationale », « atteinte au moral de l'armée ». Mais le ridicule n'a jamais gêné le pouvoir... Au mois de juin, les services de sécurité franchissent le mur de l'indécence en arrêtant un ancien combattant de la guerre de libération, Lakhdar Bouregaa, quatre-vingt-dix ans, très malade. Son emprisonnement et celui d'autres militants du Hirak donnent un second souffle au mouvement. La libération des détenus politiques devient le leitmotiv des manifestants, et les tribunaux sont pris d'assaut lorsque les détenus passent en jugement. En voulant affaiblir la dynamique du Hirak, le régime ouvre un nouveau front de contestation.

Un été 2019 chaud et turbulent

Le hasard a voulu que le cinquante-septième anniversaire de l'indépendance du pays tombe un vendredi, jour de manifestation. Les Algériens l'ont souligné en sortant par millions dans les villes du pays, scandant un slogan bilingue : « Les généraux à la poubelle *al Djazaïr teddi listiqal!* » (Les généraux à la poubelle pour que l'Algérie obtienne l'indépendance). Dans le sillage du Hirak, les Algériens signifient de façon limpide qu'ils veulent recouvrer leur souveraineté, prise en otage par les généraux de l'armée et leurs hommes d'affaires, qui décident dans l'ombre du destin du pays.

Alors que les manifestations se poursuivent au cours de l'été, les partis politiques autorisés, complètement largués par les manifestants et démonétisés, sont utilisés par le régime militaire pour occuper la scène et détourner l'attention de la population. Ces pseudo-partis tentent une vaine

agitation, élaborent des plateformes, des feuilles de route et autres plans de sortie de crise sans aucun effet sur le Hirak, qui reste sourd aux chants des sirènes. Ces manœuvres très médiatisées mais sans écho révèlent au grand jour la rupture entre la population et les fausses élites imposées par les appareils de propagande. Alors que les manifestants réclament la fin de la dictature et la levée des interdits et des monopoles politiques, les fausses oppositions s'épuisent à évoquer d'improbables élections, à parler de dialogue inclusif et de loi électorale. C'est après cette période riche en confusion que le général Gaïd Salah ordonne la tenue d'élections présidentielles pour le 12 décembre 2019. La réaction de la rue est immédiate et sans appel : *Makach intikhabet maa el issabet!* (« Pas d'élections avec les gangs »). Le pouvoir riposte en emprisonnant des dizaines de manifestants.

Une victoire symbolique

Durant cet été 2019, l'équipe nationale de soccer participe à la Coupe d'Afrique, qui se déroule en Égypte. Une équipe de jeunes joueurs talentueux menés par un entraîneur sérieux et déterminé réussit un parcours sans fautes, et finit par remporter le trophée. La dernière fois que l'équipe algérienne avait gagné la Coupe d'Afrique remonte à 1990. Une année où l'Algérie était en pleine ébullition politique. Les Algériens reçoivent cette victoire comme un signe, l'équipe de soccer devenant le miroir du Hirak, comme si la victoire de haute lutte de cette équipe montrait qu'il était possible pour les Algériens de vaincre la junte. Sans scrupules, le régime tente de s'approprier et de récupérer politiquement la victoire de l'équipe nationale. Il dépêche même le président par intérim, Abdelkader Bensalah, au Caire pour le faire filmer avec les joueurs et le faire acclamer par les supporters. Rien n'y fait. Les Algériens célèbrent la victoire de leur équipe en ignorant complètement ces vaines manigances.

Une campagne électorale surréaliste

La junte militaire poursuit cependant son plan d'imposer une élection présidentielle, malgré le rejet net des manifestants, réitéré chaque vendredi. Cinq hommes présentent leur candidature, tous des serviteurs notoires du régime. Deux d'entre eux ont été premiers ministres du président déchu, deux autres ont été ministres dans différents gouvernements et le dernier a été un président d'association d'étudiants et un soutien indéfectible et zélé de la junte militaire. Sans surprise, aucun de ces candidats de pacotille ne convainc la population, qui les rejette sans ménagement. Les quelques

1988

Émeutes dans plusieurs régions dénonçant les pénuries. L'armée tire sur les manifestants, faisant cinq cents morts.

1989

Une nouvelle Constitution est adoptée, permettant la création de partis politiques et de journaux. Des dizaines de partis politiques sont créés ainsi que des dizaines de journaux en arabe et en français.

1991

Décembre : le parti islamiste, le Front islamique du salut (FIS), remporte la majorité des sièges du Parlement dans la première élection pluraliste de l'histoire de l'Algérie indépendante.

rassemblements des candidats du régime se déroulent dans des salles vides, cernées par des manifestants pacifiques. Certains candidats sont même pourchassés dans plusieurs villes. Des scènes hilarantes et souvent grotesques filmées par les manifestants, dans lesquelles l'on voit des candidats fuir à toutes jambes et s'engouffrer dans leur véhicule entourés par des dizaines de policiers, font le tour de la toile. Les équipes des candidats ne peuvent même pas procéder à l'affichage légal et les panneaux électoraux réservés aux affiches de campagne restent vides. Ici et là, des citoyens facétieux suspendent des sacs poubelles en lieu et place des photographies électorales des candidats. Finalement, la campagne électorale n'a lieu qu'à la télévision, où les candidats débitent leur programme creux face à des journalistes rivalisant de complaisance. Ces candidats sans auditoire et sans base populaire, personne ne les écoute. Car la politique s'exprime dans la rue, que les Algériens ont transformée en agora.

Le 12 décembre 2019, les bureaux de vote sont déserts, mais les télévisions diffusent des images, certaines d'archives, de files d'électeurs. Des centaines de vidéos montrant des bureaux de vote vides, diffusées sur Facebook, déconstruisent la propagande du régime ; des milliers de manifestants sont dans les rues ce jour-là pour protester contre ce scrutin. Quand on met côte à côte les images de propagande et celles des citoyens, on a l'impression qu'il s'agit de deux pays différents. Une photo en particulier synthétise la grossièreté d'un mensonge monumental, celle montrant des dizaines de jeunes hommes, tous d'un âge voisin, arborant la même coupe de cheveux très stricte, alignés en rangs disciplinés devant un bureau de vote, sans que ne soit visibles les autres catégories de la société, femmes, personnes âgées, hommes de tous âges, etc. En réalité, il s'agit de jeunes soldats habillés en civil et rameutés manu militari devant les caméras de télévision complaisantes pour « prouver » la réalité d'une participation populaire. La tenue de cette élection constitue un enjeu crucial pour les généraux, l'échec de la manœuvre signifiant perdre la face devant le monde entier. Leur statut de décideurs effectifs est en jeu et tous les moyens sont bons pour accréditer la mascarade.

C'est ainsi qu'Abdelmadjid Tebboune, apparatchik éprouvé, est imposé par la junte pour jouer le rôle de président de façade. À soixante-quinze ans, cet homme a été de tous les gouvernements durant les trente dernières années. Sans base sociale, sans électeurs et sans envergure politique, il sera comme tous ses prédécesseurs un fondé de pouvoir au service des généraux. Au lendemain du vote fantôme, des millions d'Algériens occupent la rue pour signifier leur rejet d'un président illégitime. Dans les scénarios du régime,

l'élection présidentielle devait mettre fin au Hirak. Tant s'en faut. Cette peu glorieuse péripétie n'a fait que nourrir l'indignation populaire. Quelques jours après la prestation de serment du nouveau chef d'État, le général Gaïd Salah meurt subitement d'une crise cardiaque, selon la version officielle, et, du jour au lendemain, Abdelmadjid Tebboune perd son parrain. Il se retrouve désormais seul devant plusieurs caciques, chefs de l'armée et de la police politique avec qui il devra louvoyer.

Une révélation salutaire

Le Hirak est une éclosion révélatrice d'une jeunesse dynamique, joyeuse et parfaitement consciente des problèmes auxquels elle fait face, mais qui a réussi avec dignité à donner une autre image d'elle-même et du pays. Elle est pacifique et déterminée à se débarrasser de ce régime qui a enfermé plusieurs générations dans le désespoir et la dépression. En effet, des milliers d'Algériens ont choisi, ces dernières années, de risquer leur vie en mer pour immigrer en Europe, abandonnant un pays qui ne leur offre aucune place ni aucune perspective d'avenir. Ces jeunes sont soutenus par la génération de leurs parents inquiets de leur avenir, hypothéqué par une dictature aussi brutale que corrompue. La mobilisation inspirée par les jeunes est devenue transgénérationnelle et très diverse, mais unie et solidaire autour des principes fondateurs du droit et de la souveraineté de la justice. Les participants au Hirak sont décidés à éviter au pays les conséquences d'une crise économique et sociale d'une grande intensité qui se profile à moyen terme. Au fil des mois, le Hirak s'est imposé comme une force populaire autonome et transversale, qui refuse toute tutelle, tout embrigadement. Ni le pouvoir, ni les pseudo-partis politiques, ni une fausse élite dévoyée n'ont réussi à le détourner de sa voie ou à l'étouffer. Les Algériennes et les Algériens veulent vivre dans le droit et les libertés. Ils sont pleins d'espoir mais réalistes. Ils savent que le combat pour l'État de droit sera long et complexe. Mais ils sont résolus. La révolution démocratique et citoyenne du peuple algérien est en marche. **L**

Rafik Lebjaoui est journaliste. Il a codirigé le livre *Hirak en Algérie : l'invention d'un soulèvement*, aux éditions La Fabrique. Il collabore régulièrement au site algeria-watch.org. Il vit à Montréal.

1992

Janvier : l'armée annule l'élection, renverse le président Chadli Bendjedid et instaure l'État d'urgence. Les dirigeants du FIS sont arrêtés et des milliers d'Algériens sont emprisonnés sans procès. C'est le début de la « sale guerre », qui culmine dans des massacres de masse en 1997 et 1998.

1999

Élection présidentielle. Cinq candidats se retirent de la course en dénonçant la fraude. Abdelaziz Bouteflika, homme lige des généraux de l'armée, est désigné président lors de ce faux scrutin. Il restera vingt ans au pouvoir.

2019

22 février : début du Hirak (« mouvement ») contre le régime. **L**

